

Déclaration de Dakar

Nous, participants au Colloque International de Solidarité avec les maires et les communes impactés par la crise sécuritaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger, organisé par l'Association des Maires du Sénégal, les 20 et 21 juillet 2023 à l'hôtel King Fahd de Dakar, sous le haut parrainage de Son Excellence Macky SALL, Président de la République, Chef de l'Etat du Sénégal, en présence

- de représentants de hauts niveaux des collectivités territoriales et d'organisations du Royaume du Maroc, invité d'honneur, de l'UEMOA et de l'AIMF ;

- de représentants d'élus locaux, de responsables de collectivités territoriales, membres et personnels des Associations de Pouvoirs Locaux des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo ;

- **Adressons** nos sincères remerciements au Président de la République, Chef de l'Etat du Sénégal, Monsieur Macky SALL, représenté par Madame le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, à la cérémonie d'ouverture de nos travaux et par le Ministre des collectivités territoriales, du développement et de l'aménagement du territoire.

- **Remercions** et félicitons, très chaleureusement, Monsieur Oumar BA, Président de l'Association des Maires du Sénégal, tous les membres de son Bureau, ainsi que son personnel

pour l'accueil et la parfaite organisation de nos travaux ;

- **Adressons** nos sincères remerciements aux représentants de l'UEMOA et de l'AIMF, pour leur présence et leur appui à la réussite du colloque ;

- Constatons la persistance des attaques terroristes, avec son corollaire de personnes déplacées internes dont le nombre ne cesse de croître, sans assistance adéquate ;

- Constatons la persistance des difficultés existentielles que connaissent la majorité des populations des communes fragilisées du Sahel, y compris les premiers responsables des collectivités territoriales ;

- **Constatons** l'inexistence de chaînes de solidarité structurées, organisées autour des autorités locales au profit des populations des territoires fragilisés ;

- **Constatons** la faible implication des autorités locales dans les actions humanitaires au profit des populations ;

- **Constatons** la forte concentration des efforts de paix et de stabilisation sur les actions militaires au détriment des actions de développement ;

- **Regrettons** la faiblesse des actions de solidarité en direction des populations et des élus locaux impactés par la crise sécuritaire ;

- **Déplorons** la faible implication, responsabilisation des autorités locales dépositaires de légitimité démocratique et administrative pour assurer la fourniture des services sociaux de base aux populations ;

- **Déplorons** l'absence d'un mécanisme efficace, sous régional, d'animation des actions de coopération transfrontalière pour la paix et la sécurité dans l'espace UEMOA ;
- **Regrettons** la faiblesse des actions communes transfrontalières locales en matière d'assistance aux populations ;
- **Regrettons** les moyens limités en ressources humaines, financières, matérielles des communes impactées par la crise sécuritaire ;
- **Prenons** en compte la forte volonté manifestée de déployer des actions concrètes de solidarité au profit des populations et des autorités locales impactées par la crise sécuritaire par les pays africains voisins, le Sénégal en particulier ;
- **Demandons** vivement et solennellement, à son Excellence le président Macky Sall, Président du Comité de Haut niveau sur le Chantier Paix et Sécurité de l'UEMOA, d'être le porte-parole des autorités locales auprès de ses pairs, pour plus de responsabilisation des autorités locales dans les actions de prévention et de gestion des crises sécuritaire et humanitaire, afin de faciliter l'accès des faitières régionales des collectivités territoriales au financement des organismes sous régionaux comme l'UEMOA, la CDEAO ;
- **Demandons** la création d'un Fonds de solidarité et d'urgence inter collectivités qui aura pour mission d'apporter des financements directs à travers des programmes à toutes les collectivités territoriales de l'espace UEMOA qui se trouveraient dans une situation urgente face au terrorisme, aux catastrophes naturelles, aux déplacements des populations ;
- **Demandons** aux différents Etats de la Sous-Région, d'intégrer les élus locaux au sein des Conseils Nationaux de Sécurité et leurs démembrements ;
- **Décidons** de Lancer un Appel immédiat à contribution, personnelle ou institutionnelle de toutes bonnes volontés ;
- **Décidons** la création d'un Comité de suivi et de mise en œuvre de ce fonds d'urgence, composé des représentants de chaque pays présent ;
- **Demandons** l'utilisation des faitières régionales des collectivités territoriales comme le CCT-UEMOA, l'Alliance des Associations de Pouvoirs Locaux des pays du Sahel, pour assurer le portage et l'animation des actions de solidarité au profit des populations et des autorités locales impactées par la crise sécuritaire ;
- **Souhaitons** le renforcement des actions de coopération transfrontalière et de diplomatie des territoires axés sur les actions humanitaires, le développement durable ;
- **Souhaitons** que toute intervention, de partenaires, sur le territoire des collectivités territoriales se fasse dans le respect du principe de subsidiarité, notamment en matière d'assistance humanitaire ;
- **Appelons** à une mobilisation générale des autorités locales de la sous-région, pour des actions concrètes au profit des populations ;
- **Appelons** à la mise en place de politiques économiques publiques locales pour créer de l'activité au profit des jeunes ;

Fait à Dakar, le 21 juillet 2023

LE COLLOQUE